

U-N-E-A

الطالب المغربي

MAGHREB ÉTUDIANT

Numéro Spécial

عدد خاص

ASSEMBLÉE

GÉNÉRALE

du 12 Février 1967

الجلسة العامة

١٢ فيفري ١٩٦٧

BULLETIN INTÉRIEUR

نشرية داخلية

جمعية طلبة شمال أفريقيا المسلمين

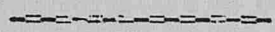
ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS MUSULMANS NORD-AFRICAINS EN FRANCE

115, boulevard Saint-Michel, Paris 5^e

~ *Handwritten signature* ~

S O M M A I R E

Plate forme d'orientation générale	1
Motion sur l'Algérie	10
Motion sur les détenus politiques algériens	12
Motion sur l'U.N.E.A.	13
Motion sur la Section d'Alger de l'U.N.E.A.	15
La situation au Maroc	16
Motion sur l'affaire Ben Barka	17
Motion sur le camarade Aomar Bendjelloun	18
Motion problème algéro-marocain	19
Motion sur la Tunisie	20
Etude sur la situation en Tunisie	20
Motion sur l'U.G.E.T.	27
Motion sur le racisme nord-africain en France	28
Motion sur l'I.P.C. Syrie	30
Motion sur la Palestine	31
Motion sur le Vietnam	33
Motion sur les mouvements de libération nationale	35
Motion sur la pénétration impérialiste au Maghreb	36
Motion sur le pacte islamique	37
Motion sur l'U.N.E.F.	38
Motion sur la Lybie	39
Motion sur le Yemen et le Sud de la Péninsule Arabique	40
Motion sur la francophonie	41



Handwritten signature

INTRODUCTION

L'Assemblée annuelle du 12 Février 1967 a revêtu un intérêt exceptionnel tant par l'esprit qui l'a animée que par la tenue des discussions et des textes adoptés..

En outre, l'A.G. a approuvé les termes d'un texte fondamental : il s'agit d'une plate-forme générale d'orientation qui sera notre guide pour l'action.

Afin de mettre ces documents de base à la portée de tous, nous avons cru utile d'éditer un numéro spécial de "Maghreb Etudiant".

Le Comité directeur de l'A.E.M.N.A.

الجلسة العامة رقم ١٤ - ٢٧-٢ البرنامج العام

ASSEMBLEE GENERALE - DIMANCHE 12 FEVRIER 1967

PLATE-FORME D'ORIENTATION GENERALE

A - Principes Généraux

I - A l'échelle maghrébine

Une fois libérés du joug colonial, les pays du Maghreb se trouvent confrontés aux difficiles problèmes de leur développement économique et social, développement gravement entravé par la colonisation. Nos pays doivent donner un contenu réel à des indépendances arrachées après une lutte acharnée contre le colonialisme et ses valets. Il faut arracher à la misère des millions de maghrébins dont la situation a empiré. Les besoins matériels et sociaux des plus larges masses maghrébines doivent être satisfaits le plus rapidement possible. Contre les exploiters nationaux, alliés des exploitateurs étrangers, contre le néo-colonialisme et l'impérialisme, le Maghreb doit imposer l'évacuation de toutes les bases militaires étrangères (ou leur non installation), le respect des légitimes intérêts économiques de son peuple (qui passe par la lutte contre toute inféodation économique à l'étranger), le respect de sa personnalité (qui nécessite en particulier une réelle décolonisation culturelle).

Dans nos pays, 75 % environ de la population est paysanne et ce sont les paysans qui ont tiré le moins de profits de l'indépendance. La classe ouvrière n'est pas encore suffisamment forte numériquement mais son degré d'organisation, ses capacités d'organisation, ses possibilités dans tous les domaines, en font une force déjà déterminante dans l'évolution du Maghreb. La classe ouvrière, et ceux qui se placent sur ses positions, doivent comprendre la grande portée et la nécessité de l'alliance entre paysans et ouvriers. Cette alliance est d'autant plus nécessaire qu'après quelques années d'indépendance un certain nombre de constatations s'imposent. Dans les pays maghrébins, l'appareil d'Etat n'est pas au service des masses déshéritées c'est-à-dire au service des plus larges masses, tout au contraire, il est entre les mains de bureaucrates, de privilégiés, instruments ou alliés des exploiters.

Les forces démocratiques et progressistes doivent lutter, dans l'union, pour la transformation de structures économiques et sociales qui ne favorisent pas le progrès de nos pays. Pour favoriser de telles transformations, pour sortir le Maghreb du sous-développement, industrialisation,

réforme des structures agraires, modernisation de l'agriculture, sont des impératifs majeurs. Seul le socialisme scientifique peut apporter à nos problèmes des solutions correctes qui tiennent compte de ces impératifs.

Aujourd'hui, et dans les années à venir, le combat pour la démocratie est une nécessité : les travailleurs et les masses déshéritées ont le droit de s'exprimer dans leurs organisations. Dans la pratique de la lutte pour la démocratie, le rôle des forces de progrès peut et doit grandir. Les syndicats des travailleurs doivent se voir reconnaître le rôle très important qu'ils ont joué dans le passé dans la lutte de Libération Nationale, le rôle qu'ils jouent encore par leurs sacrifices pour sortir leurs pays du sous-développement, le rôle qu'ils peuvent enfin et doivent jouer encore plus efficacement pour promouvoir une politique conséquente, authentiquement révolutionnaire, conforme aux aspirations des masses laborieuses.

Dans tous les domaines, l'unification des luttes maghrébines est une nécessité et contribue à isoler la réaction interne de nos pays, alliée docile du colonialisme, du néo-colonialisme et de l'impérialisme. Cette unification des différentes luttes des pays maghrébins permet les progrès nécessaires de l'unité maghrébine. Cette unité, qui ne peut, bien sûr, se réaliser que par étapes, va dans le sens de l'histoire et du progrès, répond aux aspirations des masses populaires, correspond aux conditions objectives des pays du Maghreb. Cette unité ne doit et ne peut se faire que sur la base des principes suivants :

- règlement de tous les problèmes inter-maghrébins par la négociation = l'utilisation de la force est un crime contre le Maghreb et un service rendu à l'impérialisme.
- respect de la démocratie : Aucun compromis défavorable aux intérêts des travailleurs et des démocrates ne doit être passé au niveau des gouvernements et des directions. Toutes les organisations de masse participent de plein droit à la réalisation de cette unité et ont pour tâche de la promouvoir.
- développement des relations économiques et culturelles entre pays du Maghreb, relations aujourd'hui d'une faiblesse inquiétante.
- lutte conséquente contre l'emprise du néo-colonialisme et de l'impérialisme (donc des monopoles capitalistes étrangers). Lutte contre la continuation ou l'établissement de relations économiques inégales, notamment avec le Marché Commun et l'impérialisme américain. L'existence d'un puissant camp socialiste permet aux pays du Maghreb de lutter contre de telles relations et de diversifier leurs échanges commerciaux.

Les forces démocratiques et progressistes du Maghreb, qui appartiennent au monde arabe et africain, ont leur place naturelle aux côtés des autres forces de paix et de progrès, en lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme. L'unité d'action des forces progressistes en vue d'œuvrer efficacement pour la réalisation de ces objectifs.

II - A l'échelle du Mouvement Etudiant Maghrébin.

Le mouvement étudiant maghrébin a pour rôle de faire participer les étudiants, jeunes travailleurs intellectuels, techniciens ou cadres du Maghreb de demain, à toutes les luttes des travailleurs et des démocrates pour la consolidation de l'indépendance nationale, pour le développement économique et culturel, pour le progrès et la justice sociale, le devoir du mouvement étudiant maghrébin est d'élever son degré de conscience du rôle qu'il doit ainsi jouer aux côtés des autres forces démocratiques et progressistes. La lutte pour l'unification du mouvement étudiant maghrébin sur des bases de principe (démocratie, lutte anti-impérialiste, lutte pour le progrès social et l'épanouissement culturel) donnent et donneront plus d'efficacité à ce combat commun.

Le foyer naturel de l'activité des organisations étudiantes est l'Université. Le rôle de l'Université dans le développement culturel et scientifique est très important, il lui faut lutter contre l'obscurantisme et la médiocrité intellectuelle. Les forces progressistes maghrébines doivent imposer la conception d'une Université populaire au centre du développement de notre culture nationale maghrébine. La langue véhiculaire de la culture maghrébine est la langue arabe ; l'arabisation est seule capable d'épanouir la personnalité maghrébine. Tous les progressistes arabes doivent agir en conséquence. Des projets tels que celui de la "francophonie" ne favorisent pas l'épanouissement d'une telle culture populaire et perpétuent notre dépendance culturelle vis-à-vis de l'étranger. La culture maghrébine est une culture qui tire profit de tous les acquis de la civilisation universelle.

A l'échelle du Maghreb, comme dans chaque pays maghrébin, un mal risque de se répandre dans des proportions extrêmement dangereuses : il s'agit de la domestication de l'Université au profit de minorités privilégiées, il s'agit de l'improvisation en matière de programmes et de gestion. Laisser un tel mal s'installer, se répandre ou se renforcer, c'est vouloir freiner le développement de notre culture nationale. Les forces de la réaction interne, obscurantistes et médiocres, sabotent consciemment l'Enseignement. Seules les forces progressistes peuvent concevoir et imposer un développement réel de notre Enseignement et de notre Culture.

Pour adapter l'Enseignement aux réalités du pays et aux exigences de la science moderne, des nécessités s'imposent : maghrébisation dans tous les domaines (et non pas seulement au niveau des cadres administratifs) démocratisation, participation effective des étudiants et des enseignants à toutes les décisions en instances, (Conseil Université, oeuvres universitaires ...) développement de la recherche scientifique.

Il est clair qu'une réforme valable de l'Enseignement s'insère dans le cadre de réformes plus générales des structures économiques, sociales et politiques. Ainsi seulement pourra se développer une riche culture maghrébine et sera empêchée une stérile et néfaste domestication des

Universités maghrébines, qui doivent coordonner leurs efforts et leurs programmes d'enseignement et de recherche.

Le devoir des Unions Nationales d'Etudiants et des organisations maghrébines est de lutter pour tous ces objectifs principaux.

Les Unions maghrébines doivent veiller à la défense des intérêts moraux et matériels des étudiants. Elles doivent donc se garder soigneusement des pratiques et des méthodes d'un syndicat d'étudiants, inféodé inconditionnellement au pouvoir dont il exécute même les directives allant à l'encontre des intérêts des étudiants. Les Unions d'Etudiants doivent défendre leur autonomie dans l'organisation et dans l'orientation face à tout régime réactionnaire ou pseudo-progressiste. Une démocratie authentique doit régner (ou se renforcer quand elle existe) dans les Unions Maghrébines d'étudiants. Ainsi les étudiants se reconnaîtront-ils en leur Direction, ainsi les Directions défendront-elles conséquemment les réels intérêts des étudiants.

Les Unions maghrébines d'étudiants devront, chaque fois plus concrètement, avoir une idée réelle de ce que sont les aspirations sociales des étudiants afin de définir les mots d'ordre les mieux compris des étudiants, afin d'apprécier à sa juste valeur leur apport dans la lutte pour la démocratie et le progrès social.

Les Unions Maghrébines d'Etudiants, pour mieux développer, préciser et radicaliser leur lutte aux côtés des autres travailleurs et démocrates doivent coordonner et unifier leur action, voire même leurs organisations. La lutte pour l'unification du mouvement étudiant maghrébin est une contribution à la lutte pour l'unification du Maghreb. L'échec actuel de la Confédération des Etudiants du Maghreb (C.E.M.), première et nécessaire étape à cette unification, échec dû à l'actuelle offensive anti-démocratique et réactionnaire au Maghreb, ne peut constituer un obstacle majeur aux efforts d'une unification qui reste l'aspiration de l'écrasante majorité des étudiants. Il faut au contraire dépasser cet échec et en tirer tous les enseignements pour aller de l'avant sur la voie de l'unification.

Concrètement, répandre l'idée de l'unification du mouvement étudiant maghrebin, c'est développer les contacts entre bases respectives, c'est multiplier les échanges d'informations, c'est agir de concert dans des domaines toujours plus étendus.

Le mouvement étudiant maghrébin doit lutter sans cesse plus résolument contre le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme. A l'échelle du mouvement étudiant international, face à la CIE, il doit renforcer les positions de l'Union Internationale des Etudiants (U.I.E.), qui groupe la plupart des mouvements démocratiques d'étudiants. Le Mouvement étudiant maghrébin doit puissamment contribuer à l'essor du Mouvement Panafricain des Etudiants (M.P.E.) et du Mouvement Panarabe des Etudiants.

*

* *

B - ORIENTATION ET ROLE DE L'A.E.M.N.A.F.

I. BREF HISTORIQUE

Les combats qu'il faut mener aujourd'hui pour asseoir l'indépendance du Maghreb sont évidemment les combats qui conditionnent l'avenir de l'A.E.M.N.A.F. Ils ne doivent pas cependant nous faire oublier les batailles du passé, batailles qui ont fait de l'A.E.M.N.A.F. ce qu'elle est aujourd'hui. Il est utile de tirer des leçons de ces batailles.

La création de l'A.E.M.N.A.F. (en 1927) a été précédée bien auparavant par la création de l'A.E.M.A.N. (Association des Etudiants Musulmans d'Afrique du Nord). L'A.E.M.A.N. fut créée en 1912 à Alger ; la naissance de cette association était celle de l'une des toutes premières organisations groupant, à la base, des étudiants d'Afrique du Nord. Parce qu'il n'existait pas encore d'Unions Nationales d'Etudiants Algériens, marocains, tunisiens, parce que le mouvement nationaliste maghrébin et arabe se cherchait encore autour du mot d'ordre Unité et Indépendance, l'A.E.M.A.N. fut seulement conçue comme une organisation supranationale.

Bien entendu pendant toute son existence (l'AEMAN ne prenant une véritable ampleur qu'après 1930), cette association maghrébine fut très grandement soumise à l'influence des différentes tendances politiques maghrébines. Et tout naturellement, ce fut seulement lorsque le mouvement nationaliste maghrébin commença à avoir une conscience claire de ses tâches que l'A.E.M.A.N. qui avait présidé à la création de l'A.E.M.N.A.F. put se donner certains des objectifs assignés aux mouvements nationalistes maghrébins lors du déclenchement des luttes de libération nationale. A ce moment-là, l'A.E.M.N.A.F. qui avait été, malgré certaines déficiences réelles, une des écoles de cadres du nationalisme maghrébin, s'engagea aux côtés des masses populaires maghrébines en lutte contre le colonialisme. Son rôle ne fut pas négligeable, dans l'information de l'opinion publique internationale, sur les raisons du combat pour l'indépendance de la Tunisie du Maroc et de l'Algérie. A cet égard, il faut tout particulièrement noter le rôle de l'A.E.M.N.A.F. pendant la lutte de Libération Nationale algérienne et sa participation active au Comité anti-colonialiste créé pendant cette période.

II - Le nouveau Contexte de l'Action de l'A.E.M.N.A.F.

Avec l'indépendance de l'Algérie en 1962, un nouveau tournant était pris dans l'Histoire de l'A.E.M.N.A.F. C'était dans des conditions nouvelles que l'A.E.M.N.A.F. devait mener un combat qui s'inscrivait dans un contexte nouveau. Pourquoi doit-on parler dès 1962 de contexte nouveau ? Il faut d'abord noter que la création de l'U.G.E.T. (1952), de l'U.N.E.M. (1956) de l'U.G.E.M.A. (1955 devenue U.N.E.A en 1963), de la C.E.M., organisations dont la création était nécessaire, pose en des termes

différents la lutte du mouvement étudiant maghrébin pour son renforcement et sa réelle unification. La création de la C.E.M. (Confédération des Etudiants du Maghreb) dont chacun s'est félicité à l'A.E.M.N.A.F., a pour but de donner un cadre concret et efficace à cette lutte de tous les étudiants maghrébins attachés au progrès de leur pays. L'A.E.M.N.A.F., pour sa part, doit oeuvrer pour que les conditions allant dans le sens des aspirations démocratiques et progressistes des étudiants et nécessaires pour le bon fonctionnement d'une telle Confédération soient réunies.

Le contexte de la lutte de l'A.E.M.N.A.F. est aussi un contexte nouveau pour deux autres raisons. Le Maghreb doit aujourd'hui donner un contenu réel à son indépendance, aussi bien sur les plans sociaux, économiques que culturels.

Il existe aujourd'hui, trois Universités Nationales (pour la création desquelles l'A.E.M.N.A.F. a sans cesse combattu) groupant la majorité des étudiants maghrébins. On comprendra donc que si l'A.E.M.N.A.F. a encore, et pour longtemps peut-être, un rôle très important à jouer auprès des milliers d'étudiants maghrébins se trouvant en France, elle devra de plus en plus trouver les moyens les plus adéquats, de participer, sur la base de son programme, au renforcement d'une C.E.M. aujourd'hui pratiquement inexistante.

Voilà donc ce qu'a été l'A.E.M.N.A.F.; voilà donc ce qu'est le contexte dont elle doit tenir compte dorénavant. Quels sont les objectifs minima que notre Association doit se fixer ?

III - Les Objectifs

L'A.E.M.N.A.F. est une Association qui défend les intérêts moraux et matériels des Etudiants Nord-Africains se trouvant en France. Son action peut s'exercer dans les domaines social, culturel, information-relations extérieures.

L'A.E.M.N.A.F., dans tous les domaines, combat pour le progrès social, contre la réaction ennemie de l'intérêt des pays du Maghreb, pour l'avènement d'un Maghreb où l'exploitation de l'homme par l'homme sera bannie à jamais. L'A.E.M.N.A.F. est l'un des jalons qui mène à l'unité du mouvement étudiant maghrébin.

a) Sur le plan social

En direction des étudiants : Pour les Etudiants Maghrébins, la France est un pays étranger où il est assez souvent difficile de s'adapter. La plupart des étudiants éprouvent des difficultés à se loger convenablement. De plus, un fort pourcentage d'étudiants ne bénéficient pas de bourses leur permettant de poursuivre convenablement leurs études et sont donc obligés de travailler. L'A.E.M.N.A.F. qui gère un restaurant universitaire rendant de très grands services aux étudiants, doit sauvegarder cette importante réalisation de l'Association et doit faire fonctionner toujours plus correctement un service social, facilitant la tâche des étudiants dans la recherche de logement et de travail. L'A.E.M.N.A.F. doit, autant que possible,

résoudre les problèmes médicaux douloureux des étudiants ne bénéficiant pas de la Sécurité Sociale Etudiante (dont nous devons exiger l'octroi à tous les étudiants).

à l'échelle maghrébine : Il existe en France une forte colonie maghrébine. Les problèmes sociaux posés à ces centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sont innombrables. Amassés dans des bidonvilles, exploités par le patronat français, étrangers dans un pays dont ils ne connaissent pas la langue, ne connaissent pas leurs droits, ces centaines de milliers de frères maghrébins doivent pouvoir compter sur tous les moyens matériels et humains que l' A.E.M.N.A.F. peut mettre à leur disposition. L' A.E.M.N.A.F. doit tout particulièrement jouer un rôle dans l'alphabétisation des émigrés, et dans la défense de leurs droits les plus élémentaires. Un des devoirs impératifs de l' A.E.M.N.A.F. sera de lutter contre le racisme dont tous les maghrébins sont victimes en France.

b) Sur le plan culturel.

Le sous-développement du Maghreb n'est pas seulement économique, il est aussi culturel. L'un des rôles de l' A.E.M.N.A.F. , organisation de jeunes travailleurs intellectuels, est de lutter contre ce sous-développement. L' A.E.M.N.A.F. peut, à cet égard jouer un rôle appréciable, vu le rôle joué par la France dans le domaine culturel , vu que les étudiants Maghrébins, peuvent, de façon particulièrement fructueuse, échanger leurs expériences au sein de l' A.E.M.N.A.F.

L' A.E.M.N.A.F. doit s'attacher à poser de façon juste le problème de la Coopération Culturelle et Technique. Dans les milieux français, toujours plus larges, l' A.E.M.N.A.F. doit répandre l'idée d'une coopération loyale et amicale entre les peuples français et maghrébins.

Les moyens de cette action sont le fonctionnement d'une bibliothèque, l'organisation de conférences, de séminaires, de cercles d'études, de sorties récréatives

L' A.E.M.N.A.F. doit promouvoir l'activité sportive des étudiants maghrébins en France.

c) Sur le plan information-relations extérieures.

Information : L' A.E.M.N.A.F. se doit d'informer les étudiants et le peuple français sur les réalités du Maghreb. L' A.E.M.N.A.F. doit aussi informer les étudiants maghrébins et les Maghrébins sur les réalités de la France.

L' A.E.M.N.A.F. devra tout particulièrement mettre en lumière les luttes de masses déshéritées maghrébines pour faire progresser leur pays dans tous les domaines.

Relations extérieures : L' A.E.M.N.A.F. est partie prenante dans l'immense combat contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme . Chaque fois que cela est nécessaire, l' A.E.M.N.A.F. doit dénoncer

auprès des organisations démocratiques et amies, les agissements du colonialisme, du néo-colonialisme et impérialisme (pénétration économique de l'impérialisme américain et de ses alliés, installation de bases militaires étrangères, conclusion d'accords économiques et culturels non conformes à l'intérêt de nos peuples ...).

L'A.E.M.N.A.F. doit avoir des relations particulièrement suivies avec les autres organisations arabes, particulièrement G.U.P.S. La lutte pour le respect des droits bafoués du Peuple palestinien est un devoir impérieux de l'A.E.M.N.A.F. qui doit combattre les agissements du sionisme et de ses alliés, la réaction arabe et l'impérialisme.

L'A.E.M.N.A.F. considère comme un devoir impérieux de populariser et de soutenir la lutte de tous les peuples en lutte contre le colonialisme l'impérialisme. Le soutien inconditionnel au peuple Vietnamien, au FNL, seul représentant du peuple vietnamien du Sud et à la R.D.U. est l'un des aspects de l'action de l'A.E.M.N.A.F. dans ce domaine.

L'A.E.M.N.A.F. doit entretenir des relations amicales et fructueuses avec l'U.N.E.F. et toutes les organisations démocratiques françaises. L'AEMNAF s'efforcera de renforcer ses relations avec l'U.I.E.

IV- Méthodes de travail de l'A.E.M.N.A.F.

L'A.E.M.N.A.F. est une organisation qui regroupe tous les étudiants maghrébins sur la bases des principes exposés plus haut. L'A.E.M.N.A. organise son travail en tenant compte du fait qu'elle est un jalon important vers l'unification du mouvement étudiant maghrébin.

L'A.E.M.N.A.F. organise son travail en tenant le plus grand compte de l'existence de l'U.N.E.A., de l'U.N.E.M. et de l'U.G.E.T., organisations avec lesquelles elle entretient les plus étroites relations possibles sur la base du programme adopté à son Assemblée Générale, tout en préservant sa personnalité et son autonomie.

L'A.E.M.N.A.F. n'est l'exclusive d'aucune organisation.

Le mode d'élection des membres du Comité Directeur de l'A.E.M.N.A.F. tient compte des règles ou principes suivants :

- L'A.E.M.N.A.F. n'élit que des candidats qui s'engagent à appliquer le programme et les motions adoptées souverainement en Assemblée Générale d'élection.
- L'A.E.M.N.A.F. tient compte de l'existence des différentes nationalités maghrébines en élisant un nombre égal de délégués de chaque nationalité. L'Assemblée Générale de l'A.E.M.N.A.F. élit les candidats présentés par l'U.N.E.A. ; l'U.N.E.M. et l'U.G.E.T. lesquelles garantiront que ces candidats appliqueront le présent programme et les motions.

- L' A.G. d'élection de l' A.E.M.N.A.F. est annuelle.

Au cas où l'A.G. rejette les candidatures ainsi présentées devant elle, en cas d'absence de candidatures, elle élit immédiatement des militants de l' A.E.M.N.A.F. de la même nationalité de ceux dont la candidature a été rejetée, ces militants se portant candidats le jour de l'A.G. d'élection sur la base du programme et des motions déjà adoptées.

CONCLUSION

En adoptant cette plate-forme d'orientation générale, les militants Maghrébins de l' A.E.M.N.A.F. veulent marquer leur volonté de travailler ensemble sur la base de principes clairement définis.

Cette plate-forme d'orientation générale essaie de répondre à nos principales préoccupations d'étudiants et de partisans du progrès. Ces préoccupations ne seront certainement pas seulement celles des étudiants Maghrébins qui ont étudié à Paris et en France en 1966-67. Nous pensons qu'au cours des années à venir la plupart des problèmes ici soulevés se poseront encore. Le rôle des étudiants maghrébins est d'enrichir cette plate-forme pour en faire une meilleure arme entre leurs mains dans le combat pour la construction d'un mouvement étudiant maghrébin démocratique, pour la construction d'un Maghreb prospère.

V I V E L E M A G H R E B !

عاش المغرب العربي

لائحة حول التوقيع بالجزائر - 10

MOTION SUR L'ALGERIE

Nous étudiants maghrébins, militants de l' A.E.M.N.A. , réunis en A.G. d'élection le 12 Février 1967,

- Rappelons les prises de position de l' A.G. du 27 février 1966 qui s'élevait contre la répression dont étaient victimes, en Algérie, de nombreux militants socialistes et qui demandait la libération de tous les militants socialistes algériens détenus, qui s'élevait contre les atteintes aux acquis de la Révolution socialiste en Algérie.

- Prenons acte des récentes libérations de militants socialistes algériens

- Prenons acte des promulgations des projets de réformes agraire et communale.

- Prenons acte des aspects positifs de la politique anti-impérialiste du gouvernement Boumedienne sur les problèmes du Vietnam, de la Palestine et des mouvements de Libération Nationale .

CEPENDANT :

- Considérant que d'autres militants socialistes algériens sont encore détenus, que la construction du socialisme en Algérie, comme dans tout le Maghreb, ne peut se faire qu'avec des militants socialistes, à moins de prôner le socialisme pour mieux l'étrangler,

- Considérant que les mesures de réforme agraire et communale, fruit de la pression des masses algériennes, aussi positives soient-elles, sont incompatibles avec les tentatives d'étranglement de l'auto-gestion et les efforts de caporalisation des organisations de masses

- Considérant qu'une politique anti-impérialiste conséquente est incompatible avec une pénétration croissante des capitaux américains et ouest-allemands en Algérie et avec l'arrestation de militants socialistes authentiques.

AUSSI,

- Exigeons la libération immédiate de tous les militants socialistes algériens détenus et en particulier le Pt Ben Bella, Hocime Zahouane Bachir Hadj Ali,

- Condamnons les tentatives de caporalisation de l' U.N.E.A. et

des autres organisations de masse.

- Prenons acte des aspects positifs des positions anti-impérialistes du gouvernement algérien en politique extérieure.

- Mandatons le nouveau comité de l' A.E.M.N.A. pour faire parvenir cette motion aux autorités algérienne.

*

* *

TELEGRAMME

ASSEMBLEE ANNUELLE A.E.M.N.A.F.

réunie le 12 février 1967 ,

- CONSIDERANT intérêt socialisme du Maghreb et rôle important joué par Révolution Algérienne,
- DEMANDE Conseil Révolution ,libération immédiate Président Ben Bella Ben Alla , Zahouane, Harbi, Hadj Ali et tous les détenus politiques.

*

* *

- 12 -
للأحرار حول المتاجرين السياسيين
الجزائريين

MOTION SUR LES DETENUS POLITIQUES ALGERIENS

- Considérant la détention de patriotes algériens, militants socialistes authentiques,

- Considérant les sévices dont ceux-ci ont été l'objet ou sont encore l'objet ,

- Considérant les nouvelles alarmantes qui nous sont parvenues sur l'état de santé de Hocine Zahouane , Bachir Hadj Ali, Harbi, militants socialistes algériens,

Les Etudiants maghrébins, réunis en Assemblée Générale le 12 Février 1967 , au 115 Boulevard Saint Michel, Paris (5°),

- prennent acte des libérations récentes de détenus politiques algériens,

- demandent la libération de tous les détenus politiques algériens, en particulier, celle du Président Ben Bella, Zahouane, Bachir Hadj Ali, Harbi.

- exigent qu'ils soient traités conformément à leur statut de détenus politiques, et qu'il leur soit permis de recevoir les soins urgents que nécessite leur état de santé.

الاتحاد العام
للطلبة العرب
13

MOTION SUR L' U.N.E.A.

- Considérant le rôle important joué par les Etudiants Algériens durant la guerre de Libération et au lendemain de l'Indépendance pour la reconstruction de leur pays ,

- Considérant le rôle d'avant-garde joué par l' U.N.E.A. sur le plan International par son soutien actif au Mouvement de Libération Nationale et aux étudiants et peuples en lutte pour l'Indépendance, la Démocratie et la Paix ,

- Considérant la répression qui s'abat sur l' U.N.E.A.

- Considérant l'adhésion massive des étudiants algériens à la Direction issue démocratiquement du VIè Congrès de l' U.N.E.A. comme le prouvent les grèves et les manifestations d'Etudiants d'Alger et dont la dernière en date est celle du 8 février 1967,

- Considérant l'isolement total tant sur le plan national que sur le plan international des directions successives installées arbitrairement dans les locaux de l' U.N.E.A.

- Considérant les entraves faites à la tenue d'A.G. démocratiques à la section d'Alger et les pressions de tout ordre exercées sur les étudiants entre autre par les intimidations policières et les tentatives d'enlèvement de dirigeants de la Section d'Alger.

- Considérant les rapports étroits existants entre les étudiants maghrébins

Les étudiants maghrébins, militants de l' A.E.M.N.A. réunis en Assemblée Générale le 12 Février 1967.

- Prennent acte de la libération du Président de l' U.N.E.A. Houari MOUFFOK.

- Déclarent seule représentative des étudiants algériens la Direction statutaire élue démocratiquement par le VIè Congrès et lui réaffirment leur soutien total.

- se félicitent de l'aide apportée par l' A.E.M.N.A. dans le cadre du comité de solidarité et de soutien de l' U.N.E.A.

- Mandate le nouveau comité pour accroître cette aide en intensifiant sa solidarité avec les étudiants algériens et leur organisation en lutte pour la sauvegarde des libertés démocratiques et syndicales, notamment en mettant tout en oeuvre pour exiger la tenue d'A.G. démocratique et la tenue du VII^e Congrès en dehors de toute pression comme le déclare la plateforme de l' U.N.E.A. d'octobre 1966

- Considérant la convocation de l'A.G. de la Section d'Alger de l'U.N.E.A. pour ce même jour,

- Considérant le report (à dimanche: 19 Février 1967) de cette A.G.

L'Assemblée Générale de l'A.E.M.N.A.F.

- renouvelle son soutien à l'U.N.E.A. et à sa section d'Alger dans sa lutte pour la démocratie et les revendications légitimes des Etudiants,

Exige des autorités algériennes des garanties réelles de démocratie et de sécurité pour les participants à cette A.G.

- Exprime le voeu que cette A.G. constitue une étape importante sur la voie de la satisfaction de ces revendications, du rétablissement et du renforcement d'une démocratie véritable.

لائحة تأييد للتحاد الوطني للطلبة المغاربة

MOTION SUR LA SECTION D'ALGER DE L'U.N.E.A.

- Considérant la répression qui ne cesse de s'abattre sur nos camarades de l' U.N.E.M.

- Considérant le statut imposé par les forces policières marocaines aux étudiants résidant dans les cités universitaires de Rabat et de Fez.

- Considérant que ce statut va à l'encontre des droits les plus élémentaires de réunion d'information et d'expression,

- Considérant les tentatives déployées par le Directeur de la Maison du Maroc pour museler les activités de nos camarades de l' U.N.E.M.

L' Assemblée Générale de l' A.E.M.N.A. réunie le 12 février 1967, 115 Bd St Michel, à Paris,

- dénonce cette répression dirigée contre les militants de l' U.N.E.M. tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ,

- Exige le retour à l'ancien statut qui régissait les cités universitaires de Rabat et de Fez,

- Condamne l'action menée par le Directeur de la Maison du Maroc à Paris,

- Assure l'U.N.E.M. de son entière solidarité dans la lutte qu'elle mène contre les forces obscurantistes et réactionnaires.

TELEGRAMME AU ROI HUSSEIN II

L' A.G. de l' A.E.M.N.A

Demande retour immédiat ancien statut cité universitaire, respect libertés syndicales.

signé : A.E.M.N.A.

حالة الوضع بالمغرب

SITUATION AU MAROC

Des années d'indépendance ont vu s'installer progressivement à la tête de l'Etat marocain un pouvoir féo. et anti-populaire qui a mené le Maroc à une faillite complète sur les plans politique, économique et social.

- Après l'échec de sa politique économique le pouvoir féodal marocain a démontré son incapacité à résoudre les problèmes vitaux qui se posent au Maroc.

S'appuyant exclusivement sur les classes les plus rétrogrades : la féodalité terrienne et la bourgeoisie compradore, le pouvoir féodal dans le cadre de son option de libéralisme économique a placé le pays sous la coupe du néo-colonialisme et de l'impérialisme. Cette dépendance à l'égard des monopoles impérialistes se traduit par une aggravation sans précédent de l'exploitation des masses populaires marocaines : licenciements massifs, chute d'un pouvoir d'achat déjà faible, blocage des salaires et impôt écrasant, abandon des enseignements à une minorité privilégiée.

Sur le plan des libertés démocratiques, le pouvoir féodal a accentué la répression contre les organisations progressistes : interdiction de réunion, tentative d'interdiction de fait de la presse progressiste; arrestations arbitraires, tortures sont devenus des moyens d'actions courants du régime policier.

Il ne fait pas de doute que cette tendance politique de plus en plus dictatoriale ira en s'aggravant avec l'intervention croissante de l'impérialisme américain à tous les niveaux de l'Etat marocain.

L'enlèvement et l'assassinat du combattant Ben Barka est une confirmation du caractère de plus en plus policier du pouvoir féodal marocain.

A la lumière de cette situation, l'AEMNA apporte son total soutien à la lutte du peuple marocain pour libérer le Maroc de la domination des forces réactionnaires et impérialistes, et pour édifier un Maroc réellement indépendant démocratique et populaire et pour la réalisation de l'aspiration des peuples maghrébins à l'unité.

لائحة حول الزعيم بن بركة

MOTION SUR L'AFFAIRE BEN BARKA

- Considérant que l'affaire Ben Barka doit intéresser au premier chef les militants maghrébins tant que n'aura pas éclaté toute la vérité-objet de l'instruction en cours - et tant que les assassins n'auraient pas été chatiés.

- Considérant que l'affaire Ben Barka continue de peser sur la vie politique marocaine et commande dans une grande mesure l'évolution de la situation au Maroc et partant du Maghreb,

- Considérant le rôle dynamique joué par le combattant Ben Barka dans les rangs anti-impérialistes et notamment dans la préparation de la Conférence tricontinentale,

- Considérant que cette affaire a dévoilé de façon spectaculaire la nature policière du régime marocain ainsi que ses liens de dépendance organique à l'égard du néo-colonialisme et son besoin quasi-vital de la tutelle impérialiste, comme cela apparaît dans l'actuel voyage de Hassan II aux U.S.A.

- Considérant que les complicités sans nombre des intérêts néo-colonialistes au Maroc (qui sont déjà à l'origine de l'enlèvement) constituent des menaces réelles et permanentes contre la manifestation de la vérité - comme vient de le rappeler la libération scandaleuse du policier El Mahi,

L' A.G. de l' A.E.M.N.A. réunie le 12 Février 1967 au 115 Bd St Michel ,

- Considère que les militants et les organisations progressistes maghrébines, doivent maintenir leur mobilisation pour déjouer les manoeuvres éventuelles visant à enterrer d'une manière ou d'une autre l'affaire Ben Barka,

- Dénonce le renforcement de l'implantation impérialiste au Maroc et les dangers qu'elle entraîne pour les mouvements progressistes en Afrique du Nord et l'unification du Maghreb.

لائحة عمل الرقيتة بن جلون

MOTION SUR LE CAMARADE AOMAR BENDJELLOUN

- Considérant que le camarade Aomar BENDJELLOUN fut l'un des dirigeants de notre Association les plus engagés dans la lutte pour la libération et l'unification du Maghreb,

- Considérant la lutte menée par le camarade Aomar Bendjelloun aux côtés des masses populaires marocaines pour la libération de l'Ouest maghrébin du joug féodal-capitaliste et impérialiste,

- Considérant la séquestration et les sentences arbitraires, et notamment l'exil dont le pouvoir absolu royal l'a frappé pour l'isoler de son domaine naturel d'action progressiste ,

l' ASSEMBLEE GENERALE de l' A.E.M.N.A. réunie le 12 février 1967 au 115 , Bd St Michel ,

- Stigmatise l'enlèvement et la condamnation du Frère Aomar BENDJELLOUN qui s'insèrent dans la répression menée par le pouvoir au Maroc contre les militants progressistes,

- Exige l'annulation des sentences prononcées contre le militant Aomar BENDJELLOUN et sa libération immédiate.

Réaffirme sa sympathie militante et son soutien inconditionnel au Frère Aomar DENJELLOUN

للجنة حوار مشكل الحدود الجزائرية المغربية

MOTION PROBLEME FRONTALIER ALGERO-MAROCAIN

- Considérant que le problème frontalier opposant le Maroc à l'Algérie est un legs empoisonné de l'ancienne puissance colonisatrice et que l'impérialisme a tout intérêt à ce que ce problème soit relancé selon le vieux précepte impérialiste " Diviser pour régner".

- Considérant que les intérêts vitaux des deux peuples frères les poussent à l'unité et au dépassement de ces querelles stériles,

L'Assemblée Générale de l' A.E.M.N.A ,

- Condamne tout recours à la force dans ce conflit,

- Demande que toute solution passe par un accord librement consenti,

- Proclame sa certitude que la solution définitive de la question ne peut être trouvée que dans le cadre d'un Maghreb arabe unifié, décidé à unir ses forces pour sortir du sous-développement et rejeter les structures archaïques qui l'étouffent

- 20 -
مجلس النواب
تونس

MOTION SUR LA TUNISIE.

- Considérant la situation économique et sociale en Tunisie caractérisée par la détérioration du pouvoir d'achat des travailleurs et des masses déshéritées.

- Considérant l'étouffement des libertés publiques et de toute démocratie en Tunisie se traduisant par :

- la suspension de toute presse de gauche depuis l'interdiction du Parti Communiste Tunisien en 1963,

- les tentatives d'inféodation par le pouvoir des Syndicats ouvriers et étudiants, et de toute organisation de masse,

- Considérant la politique étrangère du gouvernement tunisien alignée sur la politique des impérialistes et à leur tête l'impérialisme américain (Vietnam).

- Considérant cette politique qui se désolidarise du mouvement de libération nationale et des forces révolutionnaires et progressistes dans le monde et notamment en Afrique et dans le monde arabe,

- Exigent une politique du gouvernement tunisien résolument anti-impérialiste,

- Considèrent que la satisfaction des besoins des masses est un impératif majeur

- Exigent que la démocratisation soit respectée au profit des forces progressistes et des larges masses populaires.

*

* *

ANNEXE :

ETUDE SUR LA SITUATION EN TUNISIE

Remarque préliminaire.

Cette étude sur la Tunisie a été proposée par les auteurs de la motion sur la Tunisie, pour expliquer le contenu de leur motion. Cette étude n'est donc pas une motion adoptée par l' A.G. Elle est publiée ici en raison de son intérêt.

INTRODUCTION.

La Tunisie a accédé à l'indépendance en 1956 après une lutte de tout le peuple contre le colonialisme.

Le peuple tunisien a mené ensuite une lutte réelle contre les séquelles du colonialisme : Bizerte a été évacuée, les terres de colonisation récupérées.

Devant la faiblesse économique de la bourgeoisie et son incapacité à promouvoir un développement capitaliste, devant le fait que le gouvernement s'est trouvé d'emblée à la tête d'importants secteurs économiques (transports, services publics, mines etc...), l'intervention de l'Etat s'imposa. Le gouvernement a dû reconnaître l'échec du libéralisme économique à résoudre nos problèmes. Les dirigeants tunisiens ont alors opté pour la planification, pour l'industrialisation sur la base d'un secteur d'Etat, pour la création d'unités de production et de coopératives, pour des mesures de contrôle dans le domaine du commerce. D'autre part, des efforts non négligeables ont été accomplis dans le domaine de la Santé et de l'Enseignement.

Toutes ces mesures positives, bien qu'insuffisantes, restent -au niveau de l'application - en deça des possibilités réelles du pays et sont loin de répondre aux aspirations des plus larges masses populaires, dont le sort se trouve encore aggravé par les difficultés économiques dans lesquelles se débat actuellement notre pays.

I- SUR LE PLAN ECONOMIQUE et SOCIAL

Certes, le plan tunisien prévoit des objectifs valables, dont :

- 1°/ l'auto-financement national en 1973, objectif d'indépendance économique,
- 2°/ le relèvement des revenus les plus bas, à la fin de cette décennie.

Mais ce plan ne fixe pas les moyens adéquats pouvant conduire à ces objectifs.

C'est ce qui explique le marasme économique que connaît actuellement la Tunisie. Quelques chiffres suffiront à expliquer notre affirmation.

Le budget d'équipement qui était en 1966 de 45 millions de dinars est réduit à 35 millions de dinars, alors que le plan quadriennal prévoit un montant d'investissements nets de l'ordre de 141 millions de dinars. Les investissements pour 1967, ramenés à 110 millions de dinars, seront par conséquent moindres que ceux de 1966, lesquels s'élevaient à 113.400.000 de dinars.

A quoi est dû ce marasme économique ?

1°) Tout d'abord au refus des réformes radicales et essentiellement au rejet de la réforme agraire. En effet, une véritable réforme agraire suppose de toute évidence qu'on distribue gratuitement la terre aux paysans qui en sont dépourvus ou insuffisamment pourvus. Il y a dans le Nord seulement 150.000

foyers paysans qui doivent bénéficier de cette réforme agraire. Les terres domaniales et les petites propriétés ne forment pas plus de 1 million d' ha., ce qui est manifestement insuffisant pour associer ces 150.000 foyers à la réforme agraire. D'où l'exigence de la limitation de la grande propriété privée. Cette exigence répond aux nécessités économiques et sociales. Ce qui est sûrement anti-démocratique et anti-social c'est le maintien de 5 000 gros agrariens sur 600 000 ha des meilleures terres cultivables en Tunisie. Non seulement la grande propriété tunisienne se maintient, mais elle a tendance à s'étendre dans certaines régions.

Au lieu de soustraire les paysans pauvres à l'influence de ces grands propriétaires réactionnaires - en procédant à une réforme agraire radicale- le gouvernement cherche plutôt à encourager l'implantation de moyens propriétaires aisés, qui serviraient de base sociale au régime dans les campagnes.

Dans le refus des réformes radicales, on doit citer aussi le refus de nationaliser le commerce extérieur et de gros, les banques et les assurances.

2°) Le marasme économique est dû aussi à la mauvaise gestion. En effet, il y a une absence de respect des priorités dans les investissements.

Les investissements d'infrastructure continuent d'avoir le pas sur les investissements industriels, les investissements touristiques continuent d'être hors de proportion avec un développement normal ; ceux de l'habitat continuent d'être exagérés et de ne profiter qu'à une petite minorité. Cela sans parler du mépris manifeste pour le coût de ce qu'on entreprend, pour la rentabilité que l'on en attend.

Il convient de souligner ensuite que l'absence de toute austérité, les gaspillages et les dépenses somptuaires ne manquent pas d'avoir de fâcheux effets en diminuant d'autant les dépenses productives et créatrices d'emploi.

Enfin, il faut mentionner les défauts de la gestion elle-même : bureaucratique, autoritaire et sans contrôle aucun. L'exemple le plus typique est celui des unités de production. L'adhésion obligatoire rend les paysans réticents. La gestion bureaucratique, les privant de toute initiative, en fait pratiquement, non pas des paysans-coopérateurs, mais des ouvriers agricoles.

Les conceptions idéologiques petites bourgeoises et technocratiques des dirigeants tunisiens font que le problème agraire est posé, non pas en fonction de la mobilisation des masses paysannes, mais en fonction de techniques culturelles, d'investissements en matériel, importé fort cher, en mat.et en services de toutes sortes. C'est ainsi que l'on oppose à la réforme agraire l'argument du manque de techniciens.

3°) La détérioration de la situation économique se trouve encore accentuée par la seule forme d'aide extérieure que demande le gouvernement. Au lieu de profiter de la conjoncture internationale actuelle,-- caractérisée par l'existence de deux systèmes sociaux différents- en diversifiant les échanges commerciaux, les dirigeants tunisiens préfèrent être tributaires du camp occidental

Les faits sont là. Le déficit de la balance commerciale s'est fortement accru et la couverture des importations par les exportations n'est plus que de 48 % en 1965, contre 51,7 % en 1964.

Cela signifie non seulement que la Tunisie importe plus qu'elle ne peut exporter, mais aussi qu'elle subit les relations inégales du marché capitaliste tant pour ses exportations (produits agricoles et produits miniers) que pour ses importations (produits frais et moyens d'équipement)

En Tunisie, l'aide américaine se chiffrait en 1965 à 451 millions de dollars. L'assistance technique s'étend même au domaine militaire. Une société américaine va aménager un chantier naval de réparations à Bizerte. Les déclarations officielles n'excluant pas la réparation des bateaux de guerre, il reste possible que de tels bateaux, notamment ceux de la 6^e flotte utilisent ce chantier et viennent mouiller à Bizerte.

Pourtant, cette aide n'a pas été au niveau des prévisions du gouvernement tunisien. Elle n'a d'autre part contribué que dans une faible mesure au financement des investissements ; une bonne part a été utilisée pour payer des importations généralement facturées au-dessus des cours mondiaux. On a pu remarquer encore que l'aide américaine, ainsi que l'aide Ouest-allemande, s'orientent de préférence vers les investissements privés : ainsi de 1962 à 1965, l'apport de l'aide extérieure aux investissements privés est passé de 16 % à 30 %, tandis qu'il a diminué pour les investissements publics tombant de 42 à 34 %.

D'autre part, plus de 50 % du déficit de la balance commerciale proviennent des pays du Marché Commun.

Plus grave encore : Depuis la mise en exécution du plan quadriennal, on assiste à un encouragement plus grand à la pénétration du capitalisme étranger dans le pays. Sur le plan agricole, le gouvernement tunisien favorise le blocage des quelques réformes positives décidées par lui ; par ailleurs, les acquisitions positives de la politique de planification, qui auraient pu servir objectivement de point de départ à la réalisation d'une perspective de développement non capitaliste, avec la participation active des larges masses populaires, risquent d'être utilisées aujourd'hui aux fins de créer une base économique au capitalisme privé.

Cette détérioration de plus en plus grave de la situation économique se traduit sur le plan social par des conditions de vie de plus en plus difficiles pour les masses populaires.

En effet, depuis 1955, les salaires étaient bloqués et le coût de la vie n'a cessé de monter d'une année à l'autre. Les dernières mesures fiscales qui frappent notamment les économiquement faibles, ne font qu'aggraver la situation. Même les dernières augmentations de salaires sont nettement en deça des effets de la dévaluation du dinar intervenue en 1964.

En un mot, le pouvoir d'achat des travailleurs va décroissant.

Tout se passe comme si l'on voulait faire supporter aux travailleurs la plus grosse part des difficultés économiques actuelles. Or ceux-ci comprennent d'autant moins bien les sacrifices qu'on leur demande, qu'ils voient autour d'eux d'autres couches sociales et l'Etat lui-même mener un train de vie disproportionné aux possibilités d'un pays sous-développé.

Cette situation économique et financière et l'absence de mesures sociales au profit des masses les plus déshéritées ne peuvent que favoriser et accroître les pressions néo-colonialistes et réactionnaires sur la Tunisie. Elle peut mettre en cause l'indépendance économique et l'indépendance tout court.

C'est dans cette "aide" provenant presque exclusivement des U.S.A. et dans la formation idéologique petite-bourgeoise et pro-occidentale des dirigeants tunisiens (le Président Bourguiba rappelle toujours avec plus de fierté qu'il l'a joué la carte américaine bien avant l'indépendance") qu'on doit trouver les fondements de la politique extérieure tunisienne.

III - POLITIQUE EXTERIEURE.

Sinon, comment expliquer la caution donnée par le gouvernement tunisien à l'agression impérialiste américaine au Vietnam ? Aux dires des dirigeants, ce sont les Américains, qui sèment la mort à plus de 15 000 kms de leurs côtes, qui sont en "légitime défense". Cette politique scandaleuse du gouvernement tunisien fait fi de l'histoire récente du peuple tunisien et de ses traditions anti-impérialistes . En vérité, tout patriote tunisien ne peut être que solidaire avec l'héroïque peuple vietnamien qui lutte les armes à la main pour son indépendance et sa liberté et met en échec la plus grande puissance impérialiste.

Tout patriote tunisien doit faire siennes les propositions de règlement en 4 points de la République Démocratique du Vietnam et en 5 points du F.N.L. seul représentant authentique du peuple Vietnamien du Sud.

Sur le problème palestinien, la position de la Tunisie doit être claire. La Tunisie doit dénoncer Israël, Etat créé artificiellement pour servir les intérêts des impérialistes et pour affaiblir le mouvement de libération nationale dans le monde arabe. La Tunisie doit être du côté des forces de progrès en Afrique, dans le monde arabe et dans le monde entier. Pour continuer la lutte que le peuple tunisien a engagée et gagnée contre le colonialisme, la Tunisie peut et doit pratiquer une autre politique extérieure; politique de solidarité effective avec les peuples en lutte, d'alliance fraternelle avec les pays révolutionnaires, de coopération avec les pays socialistes, d'union de toutes les forces anti-impérialistes de paix et de progrès. C'est cette solidarité qui a été d'un grand secours à la Tunisie lors des batailles décisives de Sakiel et de Bizerte.

Il faut aussi chercher à l'origine de cette politique extérieure, une appréciation erronée des rapports de forces à l'échelle internationale. Le régime actuel surestime la puissance américaine et sous-estime le rôle décisif que peut jouer le camp socialiste dans la consolidation de l'indépendance nationale des pays nouvellement indépendants. Cette appréciation erronée du rapport des forces, on la trouve aussi à l'échelle nationale.

IV- SUR LE PLAN DE LA POLITIQUE INTERIEURE.

Depuis janvier 1963, le Parti Communiste Tunisien est interdit, la presse de gauche suspendue. Le Parti Socialiste Destourien, parti unique de fait, vient d'être institutionnalisé avec la création du Conseil de la République. En effet, les membres du bureau politique du P.S.D. sont intégrés constitutionnellement à cet organisme qui joue le rôle de Conseil de l'Etat. On a tenté de justifier cette institution en parlant d'Union nationale et du fait que le P.S.D. est "ouvert" à tout le monde.

En réalité, au nom de cette union nationale, on ne fait que perpétuer le monopole politique du P.S.D., expression de la bourgeoisie nationale, et masquer le contenu de classe de l'Etat, Etat national et qui est essentiellement déterminé quant à son contenu, par la bourgeoisie nationale et dont la base sociale à la ville et à la campagne est constituée par la petite bourgeoisie.

Cette bourgeoisie est loin d'être homogène ; elle est constituée de différentes couches :

- celle qui s'est enrichie sous le protectorat,
- celle qui s'est développée depuis l'indépendance, dans l'agriculture, le commerce, les travaux publics, les transports et les nouvelles industries, grâce au soutien de l'Etat et aux prêts de ses banques.
- enfin, la petite bourgeoisie administrative, bureaucratique, jouissant de privilèges certains et dont le rôle grandit de plus en plus.

De ces couches dirigeantes, ce sont les éléments les plus rétrogrades qui impriment actuellement l'orientation du pouvoir.

C'est ce contenu de classe de l'Etat qui explique les atteintes aux libertés politiques et à la démocratie, l'intégration brutale de l'U.G.T.T. au pouvoir, le mot d'ordre de guerre à l'esprit revendicatif, les manoeuvres et tentatives diverses d'évincer progressistes, communistes et démocrates de tous les postes de direction de l'U.G.E.T. C'est ce contenu de classe qui explique le refus de toute activité syndicale indépendante, de toute association des masses populaires à la gestion économique, à l'élaboration, à l'exécution et au contrôle de la politique de notre pays.

Le problème des libertés publiques et de la démocratie s'avère ainsi, à l'étape actuelle, le problème essentiel.

Les forces progressistes en Tunisie, tout en luttant pour la démocratie, luttent aussi, à l'étape historique actuelle, pour le programme suivant :

- 1°/ une politique de notre pays résolument anti-impérialiste.
- 2°/ des réformes radicales de structures comportant notamment la réforme agraire, la nationalisation du commerce extérieur et de gros, des banques et des assurances.

- 3°/ l'industrialisation par l'intermédiaire d'un secteur d'Etat qui doit devenir dominant,
- 4°/ la satisfaction des revendications des travailleurs.
- 5°/ le rétablissement, le respect et l'élargissement de la démocratie.
- 6°/ l'autonomie des syndicats et des organisations de masses. Mais sans la démocratie pour la majorité, pour ceux qui travaillent, sans la contribution de ceux qui sont les partisans les plus convaincus du socialisme, sans la participation consciente et organisée des masses populaires, il ne serait possible d'appliquer et de réaliser un tel programme.

De même il ne saurait y avoir de développement économique et de progrès social sans une lutte conséquente contre la droite réactionnaire, sans prendre des mesures pour la limiter économiquement et l'isoler politiquement. Seul le mouvement des masses pourra imposer le choix d'une politique avancée de développement en TUNISIE.

Dans ce large mouvement des masses, les intellectuels et les étudiants peuvent jouer un rôle d'animateurs, auprès des masses populaires, dans la mesure où ils restent près du peuple, où ils savent résister à l'arrivisme, au carriérisme, à l'esprit de caste intellectuelle.

D'ores et déjà, par les manifestations de Tunis de décembre 1966, les étudiants ont manifesté leur attachement à la démocratie et à la perspective du socialisme.

Le mouvement démocratique des masses populaires s'impose et s'imposera.

- 27 -

لائحة قرارات الاتحاد العام لطلبة تونس

MOTION SUR L' U.G.E.T.

- Considérant l'isolement de la Direction de l' U.G.E.T. au sein du mouvement estudiantin international,

- Considérant la perte d'audience et d'autorité de l' U.G.E.T. auprès des étudiants tunisiens, perte consécutive au fonctionnement anti-démocratique de l'organisation à sa bureaucratisation et à son inféodation du P.S.D.,

- Considérant les dernières manifestations de décembre à Tunis et la grève des cours qui s'en suivit,

Les Etudiants Maghrébins réunis en Assemblée Générale de l'A.E. M.N.A. le 12 février 1967, 115, Bd St Michel,

- Renouvellent leur solidarité agissante aux étudiants de TUNIS,

- Condamnent les décisions irresponsables du B.E. de l' U.G.E.T. qui s'est désolidarisé complètement de sa base lors des manifestations et des grèves de décembre 1966 à Tunis ;

- Condamnent la collaboration flagrante du B.E. de l' U.G.E.T. avec les forces de répression lors de ces événements ;

- Exigent la libération immédiate des camarades actuellement encasernés arbitrairement.

T E L E G R A M M E

A.G. AEMNAF réunie le 12-2-67 ,

DENONCE:

- violation Université par forces de répression.
- Caractère arbitraire suppression sursis étudiants tunisiens,
- Complicité B.E. U.G.E.T. avec Pouvoir.

EXIGE

• retour immédiat étudiants incorporés à Université.

Télégramme adressé : - Président BOURGUIBA
- S.E. Education Nationale
- J.E. à la défense Nationale
- B.E. U.G.E.T.

للجنة ضد العنصرية

MOTION SUR LE RACISME ANTI-NORD-AFRICAIN EN FRANCE

Les étudiants nord-africains réunis en Assemblée Générale le 12 Février 1967,

- Considérant les virulentes campagnes de presse dirigées contre les Nord-Africains en France et tout spécialement les Algériens, campagnes lancées et orchestrées par les nostalgiques de l'Algérie française et de l'Afrique du Nord française ,

- Considérant le manque d'empressement des autorités françaises à mettre un frein à ces campagnes de haine et de racisme.

- Considérant la trop grande inertie et le trop grand silence des ambassades maghrébines en France,

- Considérant les menées d'une partie de la police et des fonctionnaires d'autorité français qui voient dans chaque Nord-Africain un suspect.

- Considérant les conditions de vie inhumaines des ouvriers Nord-africains en France où ils sont pressurés par le patronat français et où leur sont confiés les tâches les plus difficiles.

- Considérant les brimades dont sont victimes les ouvriers Nord-Africains à leur arrivée en territoires français

En conséquence,

- Assurent leurs frères ouvriers de leur entière solidarité et se considèrent mobilisés pour lutter avec eux pour la défense des intérêts matériels et moraux de la communauté nord-africaine en France.

- Condamnent avec la dernière énergie les campagnes de presse et les appels à la haine et à la discrimination raciale dirigées à l'encontre des ouvriers immigrés particulièrement les Nord-Africains.

- réclament de la part des gouvernements maghrébins une action énergique, concertée pour que les autorités françaises, en particulier les forces de police et l'administration respecte les droits et la dignité des travailleurs nord-africains.

- Saluent l'action des organisations des journaux, des personnalités

et des démocrates en France qui combattent les campagnes racistes et s'emploient à aider et défendre les droits des Nord-Africains en France.

- Mandatent le bureau de l' A.E.M.N.A.F pour continuer le combat contre toutes les formes de racisme, en particulier celui est dirigé contre les Nords-Africains en France

لائحة حول شركة النفط
وسوريا

MOTION SUR L' I.P.C. - SYRIE

- Considérant la violation par l' I.P.C. de l'Accord de 1955 , établi entre la Syrie et l'Irak Petroleum C^o

- Considérant le refus de l'I.P.C. de répondre aux revendications légitimes du Gt Syrien qui exige le respect des droits de son peuple,

- Considérant les raisons purement impérialistes de l' I.P.C. qui tente d'isoler le régime progressiste Syrien des autres forces progressistes dans le Monde Arabe,

- Considérant l'exemple de la Syrie, constituant un précédent qui peut amener d'autres pays arabes à réviser leur politique pétrolière,

Les Etudiants Maghrébins, réunis le 12 février 1967, au 115 Bd St Michel à Paris,

- Affirment leur solidarité agissante avec la lutte du peuple Syrien pour la défense de ses droits légitimes,

- Apportent leur soutien au gouvernement syrien pour déjouer les menées des impérialistes et de la réaction interne, qui tentent de détruire les acquisitions du peuple syrien arabe.

- Réaffirment leur soutien indéfectible à tous les peuples qui luttent contre leur exploitation par les trusts internationaux alliés de la réaction et instruments du néo-colonialisme et de l'impérialisme.

لائحة حور فلسطين

MOTION SUR LA PALESTINE.

- Nous étudiants Maghrébins, réunis à PARIS le 12 Février 1967 en Assemblée Générale d'élection, au 115 Bd St Michel,

- Considérant que le problème palestinien est une plaie douloureuse au sein du Monde Arabe et qu'il constitue un acte d'injustice à l'égard de tout un peuple,

- Considérant que la création de l'Etat d'Israël est basée sur des critères raciaux et confessionnels, qu'elle constitue un colonialisme poussé à l'extrême et ce au détriment de la population arabe palestinienne condamnée à fuir ou à être massacrée,

- Considérant que l'Idéologie Nazie et l'Idéologie Sioniste se rejoignent quant aux motivations et aux principes qui les guident et qu'elles ont utilisé les mêmes méthodes, pour arriver à leurs fins,

- Considérant qu'Israël, état artificiel, est une base de l'impérialisme anglo-saxon au Moyen-Orient et un défi aux forces révolutionnaires du Monde entier,

- Dénonçons le soi-disant statu-quo ainsi que les argumentations juridiques basées sur la décision d'une organisation internationale dominée par les Américains,

- Dénonçons la collusion des forces réactionnaires arabes avec l'Etat sioniste ainsi que les visées expansionnistes de cet Etat dont l'installation du Gouvernement à Jérusalem est une de ses dernières manifestations,

- Dénonçons les agressions répétées d'Israël contre les populations arabes désarmées et la passivité du gouvernement jordanien devant ces agressions et flétrissons à cet effet la répression dirigée contre le courageux peuple jordanien ainsi que l'Interdiction de l'O.L.P. en Jordanie.

- Dénonçons les positions en retrait de certains gouvernements arabes par rapport aux aspirations du peuple arabe,

- Exprimons notre solidarité et notre appui total au peuple palestinien et estimons qu'il est le seul habilité à choisir la voie la

meilleure en vue de recouvrer ses droits légitimes et inaliénables et sa Patrie,

- Exprimons notre appui total à l'O.L.P. ainsi qu'à l'Union Générale des Etudiants Palestiniens avant-garde du peuple Palestinien,

- Estimons qu'il est de notre devoir d'éclairer les étudiants français en particulier et l'opinion française en général sur les véritables données du problème palestinien.

لائحة حول الوضع بالفيتنام

MOTION SUR LE VIETNAM

- Considérant que l'intervention criminelle des impérialistes américains au Vietnam est une violation des accords de Genève de 1954,

- Considérant l'intensification de l'agression U.S. contre le peuple Vietnamien, le renforcement de son appareil militaire en armes et en soldats et son emploi de moyens sauvages d'extermination massive,

- Considérant que le but des Impérialistes américains est de maintenir l'artificielle division du peuple Vietnamien et par suite d'élargir leur domination à tout le Sud-Est Asiatique.

- Considérant que la lutte héroïque du peuple Sud-Vietnamien et la farouche résistance de la R.D.V. constituent un combat d'avant-garde des peuples opprimés contre l'impérialisme yankee,

- Considérant que le F.N.L. est le seul représentant du peuple Vietnamien du Sud,

- Considérant que l'agression criminelle des U.S.A. contre le Vietnam est condamnée par l'opinion internationale et même américaine,

L'Assemblée Générale de l' A.E.M.N.A. réunie le 12 février 1967, au 115 Bd St Michel,

- Stigmatise l'agression sauvage des impérialistes américains contre le vietnam,

- Soutient avec enthousiasme la lutte héroïque menée par le peuple vietnamien du Sud sous la direction du F.N.L.

- Condamne les raids des pirates U.S. contre la République Démocratique du Vietnam du Nord et exige leur arrêt immédiat,

- Dénonce les manoeuvres de l'Administration Johnson en vue de mystifier l'opinion internationale,

- Réaffirme que le problème vietnamien ne peut trouver de solution que sur la base respectivement des 5 et 4 points du F.N.L. et de R.D.V.N.

لا إله إلا الله
حول حركات التحرير الوطنية

MOTION SUR LES MOUVEMENTS DE LIBERATION NATIONALE

- Considérant le combat courageux que mènent depuis de longues années les peuples sous domination portugaise pour la reconnaissance de leur indépendance,
- Considérant la politique d'apartheid pratiquée par le pouvoir raciste en Rhodésie et en Afrique du Sud,
- Considérant la répression qui s'abat depuis de longues années sur les peuples et les mouvements progressistes d'Amérique latine et d'Asie,
L'Assemblée Générale de l' A.E.M.N.A.
- Dénonce la politique de génocide suivie par le pouvoir fasciste du Portugal contre les peuples d'Angola, du Mozambique et de la Guinée dite portugaise.
- Assure ces peuples africains frères de son entière solidarité dans la lutte qu'ils mènent contre les forces colonialistes et impérialistes
- Condamne la discrimination raciale qui sévit en Rhodésie et en Afrique du Sud
- Appuie sans réserve les mouvements revendicatifs des masses de ces deux pays pour la reconnaissance de leurs droits et leur dignité.
- Condamne les régimes militaro-fascistes d'Amérique latine et leur allié : l'impérialisme américain,
- Salue le courage et l'esprit de sacrifice des masses latino-américaines et les assure de son appui sans réserve.
- Mandate le Bureau de l' AEMNA pour prendre ou s'associer à toute initiative allant dans ce sens et pour soutenir les mouvements de libération de ces territoires, notamment le M.P.L.A., le P.A.I.G.C., et le FRELIMO.

للجنة حول تدخل الامبريالية
بالمغرب العربي

MOTION SUR LA PENETRATION IMPERIALISTE

AU MAGHREB

Après la Conférence des Ambassadeurs de Washington en Afrique,

- Considérant que la précédente réunion de ces Ambassadeurs avait été suivie des graves événements que l'on sait,

- Etant donné la volonté des étudiants maghrébins de se battre pour l'indépendance du Maghreb,

Les Etudiants Maghrébins, réunis en Assemblée Générale, le 12 février 1967, 115, Bd St Michel à Paris,

- Constatant l'importance des efforts de l'impérialisme américain pour accroître son influence au Maghreb : en Tunisie l'"aide" américaine se chiffre à 451 millions de dollars en 1965 ; au Maroc cette aide se monte à 500 millions de dollars, tandis qu'en Algérie de nombreuses tentatives sont faites qui déjà se sont concrétisées.

- Constatant l'implantation ou les tentatives d'implantation de bases militaires américaines au Maghreb,

- Constatant le honteux chantage à l'aide alimentaire faite par les U.S.A.,

- Constatant les efforts de l'impérialisme pour susciter des conflits frontaliers au Maghreb,

- Attirent l'attention de toute l'opinion étudiante maghrébine et internationale sur de tels faits,

- sont convaincus que l'"aide" américaine telle qu'elle est conçue et dans son ampleur actuelle, est une atteinte à l'indépendance nationale du Maghreb,

- Affirment leur soutien à tous ceux qui au Maghreb s'opposent à de telles menées.

MOTION SUR LES TERRITOIRES OCCUPES PAR L'ESPAGNE

- Considérant la politique défaitiste du pouvoir marocain quant aux territoires occupés par l'Espagne dans le Sud et le Nord marocain,

- Considérant la collusion de l'Espagne et des trusts financiers impérialistes en vue de détacher définitivement ces territoires du Maroc,

- Considérant la volonté des populations de ces territoires spoliés de secouer le joug colonialiste et de réintégrer leur patrie mère,

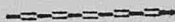
- L'A.G. de l'A.E.M.N.A.

- dénonce l'attentisme du pouvoir marocain face aux menaces qui pèsent sur l'avenir des territoires occupés

- dénonce la politique subversive de l'Espagne fasciste et de l'impérialisme qui vise à accentuer la désunion de l'Afrique, en voulant accorder une prétendue autonomie aux territoires occupés pour mieux les dominer,

- Exige que l'on tienne compte des justes revendications des populations souveraines de ces territoires,

- Affirme que la lutte pour le retour de ces territoires ne peut s'inscrire que dans le cadre de la lutte antiimpérialiste de nos peuples pour l'unification du Maghreb.



لا تحزن

عنوان الحزب الإسلامي

MOTION SUR LE PACTE ISLAMIQUE

- Considérant la nature réactionnaire de ce Pacte,
 - Considérant les menées de l'Impérialisme voulant diviser le Monde Arabe pour mieux le dominer,
 - Considérant le bénéfice que tire l'Etat fantoche d'Israël de cette entreprise,
 - Considérant l'inféodation et la fidélité inconditionnelle des promoteurs de ce pacte rétrograde à l'impérialisme américain
- Les Etudiants Maghrébins, réunis le 12 Février 1967, 115 Bd St Michel à Paris,
- Expriment leur indignation devant cette résurrection du "Pacte de Bagdad" que l'on croyait enterré à jamais,
 - Condamnent les partisans de ce pacte, qui sous le couvert de l'Islam, veulent servir les intérêts des réactionnaires dans le Monde Arabe, alliés à l'impérialisme et au sionisme,
 - demandent à tous les progressistes arabes de combattre ce pacte réactionnaire et de lutter, dans l'unité, contre l'impérialisme, ennemi des peuples.

لائحة جوار الاتحاد الوطني لطلبة فرنسا

MOTION SUR L'U. N. E. F.

Les Etudiants maghrébins réunis en Assemblée Générale d'élection le dimanche 12 février 1967, au 115 Bd St Michel à Paris

- Considérant la volonté du peuple maghrébin d'entretenir des relations de coopération amicale avec le peuple français,
- Considérant la volonté des étudiants maghrébins de nouer des liens de plus en plus solides avec leurs camarades français,
- Considérant que l' U.N.E.F. est une organisation d'étudiants travaillant à la coopération basée sur le respect mutuel entre la France et les pays maghrébins,
- Considérant les liens d'amitié et de combat qui unissent l'UNEF à l' AEMNAF,
- Considérant le soutien que l' UNEF leur a manifesté dans toutes les circonstances difficiles,
- recommandent au nouveau Comité
 - de consolider ces liens qui unissent l' U.N.E.F. et l'A.E.M. N.A.F.
 - de saluer en leur l' ^{nom} U.N.E.F.

الاتحاد العام للطلبة الليبيين

MOTION SUR LA LYBIE

Les Etudiants Maghrebins réunis en Assemblée Générale le
12 Février 1967, au 115 Bd St Michel à Paris,

- Considérant la situation en Lybie caractérisée par une répression
systématique du mouvement étudiant Lybien par le Gouvernement,

- Considérant l'arrestation et l'exclusion de l'Université de
Lybie de plusieurs étudiants en lutte pour les libertés démocratiques et
l'autonomie de leur Union,

- Considérant la suppression des bourses de centaines d'étudiants
Lybiens à l'étranger,

- Dénoncent l'emploi de méthodes anti-démocratiques contre le mou-
vement estudiantin Lybien,

- Expriment leur solidarité et leur soutien pour la lutte qu'ils
mènent,

- Exigent la libération des étudiants arrêtés, la réintégration
à l'Université de tous les étudiants exclus,

- Demandent la reconnaissance effective de l'Union Générale des
Etudiants Lybiens et le respect des libertés fondamentales.

لائحة حول اليمن وجنوب
جزيرة العرب

MOTION SUR LE YEMEN ET LE SUD DE LA PENINSULE ARABIQUE.

Les Etudiants Maghrébins, réunis le 12 février 1967, au 115, Bd St Michel à Paris,

- Conscients de l'importance historique des événements qui se déroulent aujourd'hui au Yémen et dans le Sud de la péninsule arabe,

- Expriment leur sympathie et leur soutien au Mouvement de Libération Nationale du Peuple Arabe occupé (Aden, Hadramont, etc...), sous la direction du Front de Libération du Sud Yémenite occupé, et dans le pays du Golfe Persique (Oman, Barhren etc..)

- Condamnent énergiquement la répression sauvage menée par les autorités colonialistes britanniques contre les forces nationalistes et patriotiques dans cette région du Monde.

- Expriment leur estime pour l'aide désintéressée apportée par les gouvernements arabes progressistes, à la République du Yémen, afin de la défendre contre l'offensive conjuguée de l'impérialisme anglo-américain, de la réaction Saoudite et du Régime monarchique déchu, offensive confirmée par la récente décision du gouvernement Tunisien de rompre les relations diplomatiques avec le Yémen Républicain.

- Tienent à souligner l'anachronisme de la non-reconnaissance de la République Arabe Yémenite par le Gouvernement français à l'heure où celui-ci entretient de bonnes relations avec tous les pays arabes, et l'invitant en conséquence à établir des relations diplomatiques avec la jeune République

- Appellent toutes les forces progressistes et anti-impérialistes du Monde à appuyer vigoureusement la lutte des peuples de la Péninsule arabe pour l'auto-détermination, la libération, l'indépendance nationale, l'Unité Arabe et la Révolution Socialiste.

الجمعية حول التآزر
الفرنسية

MOTION FRANCOPHONIE

Les Etudiants Maghrébins, conscients de l'apport progressiste des cultures étrangères,

- Considérant que les peuples arabes et africains ont une tradition culturelle d'une extrême richesse,

- Considérant que le relèvement de nos peuples passe nécessairement par l'enrichissement de nos cultures et langues locales,

- Considérant que, faite en faveur de la francophonie, la propagande intempestive par le gouvernement tunisien et d'autres gouvernements africains, tend simplement à minimiser nos cultures,

- Considérant que la francophonie n'est qu'un prétexte pseudo-culturel à la pénétration économique du néo-colonialisme et à la perpétration des anciens liens culturels et économiques qui liaient le colonisé au colonisateur.

Les Etudiants maghrébins réunis en Assemblée Générale de l'A.E.M. N.A. le 12 février 1967, au 115 Bd St Michel à Paris,

- Demandent aux pays maghrébins de ne pas s'associer à cette entreprise réactionnaire et vouée à l'échec.

- Condamnent les partisans de cette francophonie

- exigent l'arabisation de l'enseignement pour soustraire nos pays à tout chantage néo-colonialiste.

أهدافنا

ان جمعية طلبة شمال افريقيا المسلمين جمعية تدافع
عن الحقوق المعنوية والمادية لطلبة شمال افريقيا القاطنين
بفرنسا .

ان نشاط الجمعية يتناول الحقل الاجتماعي والثقافي
والاخباري والعلاقات الخارجية .

ان جمعية طلبة شمال افريقيا المسلمين تناضل في كل
الميادين من أجل التقدم الاجتماعي وضد الرجعية
المناهضة لمصلحة شعوب المغرب العربي وتكافح من أجل
مغرب ينتهي فيه والى الابد استغلال الانسان للانسان .
ان جمعية طلبة شمال افريقيا المسلمين تشكل اللبنة
الاولى لتوحيد الحركة الطلابية المغربية .

مقتطف من البرنامج العام للجمعية

Les objectifs.

L'A. E. M. N. A. F. est une Association qui défend les intérêts moraux et matériels des Etudiants Nord-Africains se trouvant en France. Son action peut s'exercer dans les domaines social, culturel, information-relation extérieures.

L'A. E. M. N. A., dans tous les domaines, combat pour le progrès social, contre la réaction ennemie de l'intérêt des pays du Maghreb, pour l'avènement d'un Maghreb où l'exploitation de l'homme sera bannie à jamais. L'A. E. M. N. A. est un des jalons qui mène à l'unité du mouvement étudiant maghrébin.

Extrait de la Plate-forme